

**Etablissement public territorial
PARIS TERRES D'ENVOL**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 72

DECISION DU PRESIDENT

DU 5 SEPTEMBRE 2019

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF, LE 5 SEPTEMBRE,
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°57 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A LA COMMUNE DU BLANC-MESNIL DE L'EXERCICE DU DROIT
DE PREEMPTION URBAIN POUR LE BIEN SIS 25 AVENUE DE LA REPUBLIQUE AU BLANC-MESNIL CADASTRE SECTION AW
N°678**

Le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,
Vu le code de l'urbanisme,
Vu le décret n° 2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial de Paris Terres d'Envol dont le siège est à Aulnay-sous-Bois,
Vu l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
Vu l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,
Vu la délibération du conseil municipal du Blanc-Mesnil en date du 20 mai 2016 instituant le droit de préemption urbain renforcé (D.P.U.R.), exécutoire le 8 juillet 2016,
Vu la délibération n°17 du conseil de territoire en date du 20 mars 2017 portant délégation au Président pour l'exercice du droit de préemption urbain,
Vu la délibération du conseil municipal du Blanc-Mesnil n°2019-03-04 du 14 mars 2019 relative à l'approbation d'une nouvelle convention d'intervention foncière entre la commune du Blanc-Mesnil, l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) et l'EPT,
Vu la délibération du Bureau de l'EPFIF du 15 mars 2019 relative à l'approbation d'une nouvelle convention d'intervention foncière entre la commune du Blanc-Mesnil, l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) et l'EPT Paris Terres d'Envol,
Vu la délibération du conseil territorial Paris Terres d'Envol n°27 du 8 avril 2019 relative à l'approbation d'une nouvelle convention d'intervention foncière entre la commune du Blanc-Mesnil, l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) et l'EPT,
Vu la délibération n° 70 du 24 juin 2019 rendue exécutoire le 19 juillet 2019 du conseil de territoire relative à la délégation du droit de préemption au Président de l'EPT Paris Terres d'Envol et lui donnant la faculté de le déléguer à une personne tierce conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme,
Vu l'interruption de délais réalisée par la Ville du Blanc-Mesnil, entre le 5 juillet et le 23 août 2019,
Vu la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) établie par Me Marc CHIBOUST, en application des articles L.213.2 et R.213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 10 mai 2019 en mairie du Blanc-Mesnil, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'intention de Mme VERDIER Marie-Sophie Jennifer de céder son bien situé à Blanc-Mesnil, 25 avenue de la République, cadastré à Blanc-Mesnil, section AW n°678, occupé, moyennant le prix de 340 000 euros,

Considérant qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à la commune du Blanc-Mesnil,

Considérant que le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée est désormais situé dans un des périmètres d'intervention définis dans la convention d'intervention foncière conclue entre la commune du Blanc-Mesnil, l'EPT et l'EPFIF et répond aux objectifs d'intervention de la commune du Blanc-Mesnil,

Considérant en conséquence qu'il convient de déléguer à la commune du Blanc-Mesnil l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20190905-57-05-09-2019-AU
Date de télétransmission : 13/09/2019
Date de réception préfecture : 13/09/2019

DÉCIDE

Article 1 De déléguer à la commune du Blanc-Mesnil l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien situé au Blanc-Mesnil, 25 avenue de la République, cadastré section AW n°678, tel que décrit dans la DIA susmentionnée ainsi que de l'ensemble de la procédure incluant notamment la saisine de la Direction Générale des Finances Publiques, la demande de visite ou de pièces complémentaires entraînant une interruption des délais.

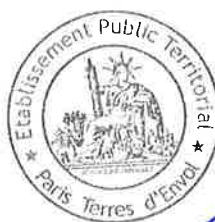
Article 2 De préciser qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,
- Monsieur le Maire de la commune du Blanc-Mesnil,

La présente décision sera affichée au siège de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.

Article 3 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois suivant son affichage auprès du tribunal administratif de Montreuil.
Elle peut également, dans le même délai de deux mois, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur. En cas de rejet du recours gracieux par ce dernier, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois suivant la notification du rejet devant le Tribunal Administratif de Montreuil.
L'absence de réponse de l'auteur de la présente décision dans un délai de deux mois suivant la réception du recours gracieux équivaut à un rejet du recours gracieux.

Pour extrait conforme



Le Président
Bruno BESCHIZZA